

22, V'là les flics !

Le 11 juin et le 26 octobre 2016, nous avons servi nos premiers repas véganes gratuits dans le centre-ville de Grenoble. Par deux fois, la police nous a reproché d'occuper l'espace sans autorisation officielle, nous intimant de remballer le matériel. Nous avons refusé la première fois, laissant la possibilité à une dizaine de personnes de manger, nous déplaçant finalement au jardin de ville où une bonne dizaines d'autres personnes ont pu aussi se restaurer. La seconde fois, la police a isolé notre supposé responsable, l'a palpé, a fouillé son sac, alors même que nous acceptons de plier notre installation. Mais cela n'aura pas suffi, et le compagnon a fini au commissariat pour une vérification d'identité lors de laquelle il a été brutalisé. À ces deux occasions la police a été verbalement agressive et menaçante, comme à son habitude lorsque l'on s'oppose aux lois qu'elle est en charge de faire appliquer.

Ces contretemps n'ont pas entamé notre détermination à continuer de nous rassembler pour servir des repas véganes gratuits, ainsi qu'à diffuser et échanger autour des idées qui nous semblent importantes.

Dans ce refus de laisser tomber, tout en risquant d'être de nouveau les cibles de la répression étatique, se trouve notre volonté de nous réapproprier, ensemble, des espaces (faussement qualifiés de « publics ») qui nous sont sans arrêt volés par l'État et le monde marchand. Il renferme aussi notre volonté de supprimer un rapport

marchand (l'achat de nourriture) pour que reste, simplement, la satisfaction d'un besoin primaire sans avoir à mériter de l'obtenir par une contre-partie financière !

Cet épisode doit nous donner l'occasion de nous interroger sur ce qui est néanmoins une évidence : l'État, par l'intermédiaire de sa Loi, possède une forte emprise sur chacune de nos actions et elle s'opère toujours en défaveur des exploité-e-s – humain-e-s ou non. Nous ne voulons pas avoir à demander bien gentiment l'autorisation de donner de la nourriture. Nous ne voulons pas avoir à nous justifier du fait de partager nos idées, nos envies, nos perspectives avec des inconnu-e-s autour d'un repas végane non marchand. Du fait de nos idées anti-autoritaires et anti-étatistes, nous ne saurions nous encombrer d'une quelconque approbation de l'État pour que ces rencontres puissent avoir lieu dans la rue.

Ceci doit aussi nous donner l'occasion de nous interroger sur les forces que l'État met à son service pour écraser le plus rapidement possible tout ce qui sort de son cadre étriqué.

Ainsi, nous continuerons de sortir régulièrement dans la rue pour échanger autour d'un repas végane non marchand. Nous serons toujours plus intensément vivant-e-s que les laquais de l'État. Nous ne nous plierons jamais à la normalité de leurs centres-villes bourgeois.

Ni resto Ni Sauveurs

NI RESTO NI SAUVEURS
REPAS VÉGÉTALENS GRATUITS
DANS LA RUE & AILLEURS

